

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SEXUALITÉS

IST



le planning
familial 34

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

GENRES

AMOUREUSES

VIOLENCE

CONTRACEPTION

AVORTEMENT


Coordination et rédaction

Carine Favier, Maïté Stumpf

Ont participé à la rédaction

L'ensemble des salarié.e.s, membres du CA et bénévoles actives/actifs

Mise en page

Manon Melendez, Salomé Pucheral, Maïté Stumpf

Impression

Imaprint

SOMMAIRE

4
Qui sommes-nous ?

5
Objectifs, actions, approche

6
Chiffres clés

7
Numéro vert National

8
Accueil individualisé

9
Centres de santé sexuelle

12
Animations EVAS

13
Génération santé

14
Génération égalité

14
Animations ProDAS

15
Politique de la ville Agde, Lunel, Sète

16
Femmes Santé Citoyenneté

16
Mutilations Génitales Féminines

17
Mariages forcés

18
Précarité menstruelle

21
Formations

24
Le bénévolat

25
Les animations bénévoles

26
Les perspectives

27
Nos principaux partenaires

QUI SOMMES-NOUS ?

LE PLANNING FAMILIAL, UNE ASSOCIATION FÉMINISTE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

Le Planning Familial, mouvement d'éducation populaire, est un observateur vigilant de la société sur les questions d'éducation, d'égalité, de sexualité. Tout en continuant à veiller au respect de l'application des lois, voire à leur amélioration, Le Planning Familial s'est également engagé dans une action plus globale en faveur d'une société plus juste, fondée sur l'égalité, la mixité, le respect entre femmes et hommes et la laïcité.

Le Planning Familial milite depuis plus de 60 ans, pour l'égalité femmes-hommes et la possibilité pour chaque personne de vivre une sexualité épanouie, à l'abri des grossesses non prévues et des infections sexuellement transmissibles. Elle est la plus ancienne et la plus importante association de défense des droits des femmes en France.

Les professionnel·les et les militant·es du Planning Familial accueillent, écoutent, accompagnent, informent tout public sur toutes les questions en lien avec la sexualité. Le Planning Familial lutte :

- Pour les droits reproductifs et sexuels, l'éducation à la sexualité
- Contre les discriminations liées au genre, à l'orientation sexuelle et aux normes inégalitaires
- Contre toute forme de violence physique, psychique, sexuelle ou sexiste.

LE PLANNING FAMILIAL 34, MEMBRE D'UN RÉSEAU NATIONAL ET MÊME INTERNATIONAL

Le Planning Familial 34 (PF34) est affilié à la confédération nationale du Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF dit « le Planning Familial »). Ce réseau national assure un maillage territorial avec une présence dans 74 départements (dont deux dans les départements d'Outre-mer), et 7 fédérations régionales. En France, il touche annuellement plus d'un demi-million de personnes, qu'il reçoit dans ses centres d'accueil ou qu'il rencontre lors d'actions hors les murs. C'est un partenaire historique, reconnu par les pouvoirs publics en France et à l'international pour développer des projets.

La confédération impulse des campagnes de communication, un plaidoyer politique et une mutualisation des expériences avec les programmes nationaux « Genre et Santé Sexuelle » (GSS) et « Handicap et Alors ». Elle anime une vie associative avec des rencontres sur la fonction employeur, la défense de l'indépendance des associations, la reconnaissance de leur rôle démocratique et social. Le PF34 s'implique dans la vie nationale avec la participation en 2021 au Conseil d'administration et à des rencontres thématiques.

A l'international, en tant que membre du réseau « International Planned Parenthood Federation » (IPPF), il mène un plaidoyer dédié à la promotion de l'accès universel aux droits sexuels et reproductifs à travers le monde, en s'engageant dans tous les débats décisifs sur le développement durable et les droits humains au niveau européen et international. Solidaire avec les partenaires du Sud, Le Planning développe depuis quinze ans des programmes de promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans des pays d'Afrique sub-saharienne. Le PF34 est impliqué dans un programme sur la thématique de la formation des sages-femmes et des médiateurs en santé au Tchad.

L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE IMPLIQUÉE DANS LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DU PLANNING FAMILIAL D'OCCITANIE

La fédération régionale porte plusieurs projets auxquels participe le PF34, ces projets seront abordés plus loin dans la description des activités (plateforme régionale du Numéro Vert National, projets Génération Égalité et Génération Santé avec le soutien du Conseil Régional, animations / formations des programmes nationaux « Programme de développement affectif et social » (PRODAS) et GSS avec le soutien de la direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) et animations éducation à la Vie Affective et Sexuelle (EVAS), santé sexuelle avec le soutien de l'Agence Régionale de Santé (ARS). La fédération est aussi un espace de mutualisation et de réflexion tant sur les pratiques que sur les priorités portées régionalement par le mouvement.

2 représentantes confédérales ont participé à la vie statutaire du Conseil d'Administration de la fédération.

Un weekend de réflexion et d'échanges s'est tenu en septembre 2021 en Ariège : 28 personnes issues de 8 associations départementales (AD) ont travaillé pour affiner notre plaidoyer, réfléchir au sens politique de nos actions, aux relations bénévoles / salarié·es (places et collaboration) et améliorer l'ingénierie de nos projets. Cette implication régionale permet grâce aux échanges de renouveler nos pratiques et de renforcer notre cohésion et notre plaidoyer.

LE PLANNING FAMILIAL DE L'HÉRAULT, PLUS DE 50 ANS D'ACTIVITÉS MAIS TOUJOURS « EN MOUVEMENT »

C'est un EVARS (Espace Vie Affective Relationnelle et Sexuelle) et un Centre de Planification et d'éducation familiale (CPEF) nouvellement appelé « Centre de santé sexuelle ». L'association est organisme de formation certifié Qualiopi depuis 2021.

Le projet associatif du Planning 34 est porté par le Conseil d'Administration de l'association départementale en conformité avec les orientations politiques du Mouvement, définies par le congrès, et par l'équipe salariée de l'association. Un Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) a été lancé en 2021 pour travailler collectivement sur le projet associatif pour les 3 ans à venir.

Les 6 élues du Conseil d'Administration ont remonté leurs manches en 2021 avec des réunions mensuelles, la constitution d'un groupe RH, la mise en place du Comité Social et Économique, et la participation aux différents espaces de travail.

L'activité est assurée par une équipe de 16 salarié·es (10 équivalent temps plein), et la collaboration de 22 bénévoles dont une quinzaine de bénévoles très actives.

L'équipe est constituée de professionnel·les qualifié·es : conseiller·es conjugaux·ales et familiaux·ales, animateur·rices, formateur·rices, médecins, sage-femme, impliqué·es dans des espaces de parole et d'échange confortant l'estime de soi et la démarche d'autonomie des personnes.

OBJECTIFS

L'association développe de nombreux projets, ils ont tous vocation à s'inscrire dans ces axes :

ACCUEILLIR

Offrir des lieux d'information et des centres de planification ouverts à toutes et à tous. Proposer des consultations médicales/gynécologiques (gratuites pour les mineures). Animer des groupes de parole. Favoriser un dialogue ouvert concernant la sexualité, l'IVG, la contraception, les violences...

ALLER À LA RENCONTRE DES PUBLICS

Animer des séances d'éducation à la sexualité et à l'égalité dans les écoles, collèges et lycées et dans les structures sociales, associatives ou institutionnelles. Mener des actions de formation auprès des professionnel·le·s du social, de l'éducation, de la santé jouant un rôle de relais d'information auprès de publics ciblés.

FAIRE PRESSION/MOBILISER

Lutter pour que les pouvoirs publics fassent respecter les droits des femmes, en France comme à l'international. Sensibiliser et interpeller l'ensemble de la société sur les blocages, dysfonctionnements, reculs de ces mêmes droits. Développer des réseaux de professionnel·le·s, d'associatifs et d'institutionnels et faire émerger de nouveaux partenariats en France et au-delà.

FORMER ET INFORMER POUR AGIR

Élaborer des programmes de formation. Concevoir et réaliser des supports pédagogiques, dépliants, brochures, affiches... Initier des rencontres, débats, journées d'étude, colloques, universités d'été... Collecter, organiser et diffuser toutes les informations et ressources utiles auprès des militant·e·s et du public : <http://documentation.planning-familial.org/>

ACTIONS

Nos actions répondent aux objectifs suivant :

- Prendre en compte toutes les sexualités
- Accompagner dans le choix d'une contraception
- Écouter et orienter pour une démarche d'IVG
- Promouvoir l'éducation à la sexualité
- Dénoncer et combattre toutes les formes de violences
- Lutter contre les IST et VIH
- Privilégier une maternité choisie

APPROCHE

Nous avons à cœur de promouvoir une approche humaniste et féministe :

- Une écoute attentive et sans jugement par des personnes formées.
- Une démarche solidaire et centrée sur les droits.
- Une approche globale de la personne dans le respect de l'expérience et le vécu de chacun·e.
- Une prise en compte des aspects positifs en matière de sexualité.
- Des méthodes de travail basées sur le partage d'expériences avec nos publics et nos associations partenaires, en France et dans d'autres pays.

Vous pourrez découvrir dans les pages qui suivent, la richesse et la diversité de l'activité du Planning 34, tant par la mobilisation de son équipe salariée que par celle de ses bénévoles.

CHIFFRES CLES

Cette année encore, via ce rapport d'activité, nous faisons le bilan des actions réalisées par tous les bénévoles, membres du conseil d'administration et salarié.e.s du Planning Familial de l'Hérault. Malgré une année encore mise à mal par la crise sanitaire, nous pouvons être fiers et fières du travail accompli. Les sujets d'actualité, les débats, les violences faites aux femmes... montrent le caractère essentiel de la présence de notre réseau tant au niveau national que localement.

Les chiffres ci-dessous en sont la preuve. Les pages qui suivent indiquent la pertinence de nos actions et l'engagement au quotidien de toute l'équipe.

NVN : 2188 appels reçus



Centre de Santé sexuelle : plus de 7000 personnes rencontrées



Entretiens : 3110 personnes reçues



Animations EVAS : 3856 personnes sensibilisées



ProDAS : 24 ateliers pour 275 bénéficiaires



Projets "Politique de la ville" Agde, Lunel, Sète : 1348 bénéficiaires



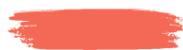
Mutilation Génitales Féminines : 8 accompagnements



Mariage forcés: 12 accompagnements



Précarité menstruelle: 10 maraudes, 8 forums santé, 20 animations et 36 professionnel.les sensibilisé.es



Organisme de formation : 93 jours de formations, 110 personnes formées



Contraception masculine : 60 hommes rencontrés

LE NUMERO VERT NATIONAL

“SEXUALITÉS, CONTRACEPTION, IVG” - 0800 08 11 11

Le PF34 participe à la Plateforme Régionale Téléphonique du Numéro Vert National (NVN), dispositif téléphonique d'écoute, d'information et d'orientation sur les questions de sexualité, de contraception et d'avortement. Ce projet a été soutenu en 2021 par l'ARS et par le Conseil Régional Occitanie.

C'est un outil d'accompagnement, anonyme et gratuit, complémentaire à l'accueil individualisé. Un outil précieux pour les objectifs du Planning Familial qui milite en faveur d'une information accessible au grand public sur les questions de sexualité et d'accès aux droits en santé sexuelle et pour une égalité territoriale d'accès à l'information en particulier pour les personnes habitant en territoire rural ou ayant des difficultés à se déplacer.

ORGANISATION

Les permanences téléphoniques pour le PF34 sont assurées par 4 bénévoles, en lien avec la coordinatrice régionale, et les écoutantes des autres départements d'Occitanie

6 bénévoles, dont 2 occasionnelles, tiennent 2 permanences de 4h chaque semaine, ou plus selon les besoins au niveau régional. De plus, elles participent à l'actualisation de l'annuaire NVN pour permettre une meilleure orientation ciblée facilitant le parcours IVG.

Des réunions d'analyse de la pratique, de formation complémentaire sont organisées par la coordinatrice régionale de la plateforme. Lors de la crise sanitaire, l'envoi de prescription à domicile a été organisé afin de faciliter le parcours de soin.

Les appels proviennent d'Occitanie et de tout le territoire français.

Au niveau national, en 2021, il y eut 30 038 appels, en augmentation de 2% par rapport à 2020.



PUBLIC & MOTIFS DES APPELS

En 2021, le NVN a reçu 2188 appels provenant d'Occitanie.

- 82 % sont des femmes
- 53% ont moins de 25 ans
- 14% sont des personnes mineures

Nous avons reçu 1 785 demandes d'information et réalisé 375 entretiens d'écoute (28 appels autres).

Le NVN est un outil particulièrement utile pour permettre et faciliter l'accès à l'IVG. Beaucoup de femmes, jeunes et moins jeunes, ne savent pas où s'adresser lorsqu'elles découvrent leur grossesse, elles n'ont pas les bonnes informations ou des informations erronées provenant de professionnel·les de santé. Elles sont confrontées à de nombreux obstacles à l'IVG. Ainsi 5% des grossesses déclarées sont des grossesses en délai dépassé.

Le NVN permet de recenser les dysfonctionnements, le non-respect de la loi, les accueils culpabilisants et les violences gynécologiques. Ces éléments sont transmis à l'ARS pour améliorer le respect de l'application de la loi.

Les écoutantes peuvent accompagner et soutenir les femmes dans leur parcours et leur combat pour le respect d'un droit fondamental.

Pour les femmes appelantes, les principaux sujets abordés sont :

- l'avortement : 48,9%
- la contraception : 24,5%
- la grossesse et procréation : 11,1%
- IST/Sida : 7%
- les violences : 1,7%, en sachant que si ce n'est pas le sujet direct de l'appel, il est parfois sous-jacent, et est abordé plus tard au cours de l'entretien.

Pour les hommes appelants :

- la vie affective et sexuelle : 46%
- les IST/VIH 38,6%
- la contraception : 9%, mais on reçoit davantage d'appels d'hommes souhaitant des informations sur la contraception masculine.

En conclusion, la communication sur le Numéro Vert National doit permettre d'augmenter sa notoriété et sa visibilité.

INFORMATION, PRÉVENTION, ACCÈS AUX DROITS : L'ACCUEIL INDIVIDUALISÉ

L'ACCUEIL AU PF34

Cette pratique existe depuis la création du PF34, et s'articule autour :

- De l'accès des femmes et des hommes à l'autonomie dans le respect de leurs droits, afin qu'elles/ils puissent faire leurs choix en toute liberté.
- De la prise en compte de la personne et de son environnement par l'écoute, par la libération de la parole dans le respect des différences et des choix de chacune et chacun.
- De l'expression des croyances, des valeurs et des représentations sans jugement de valeur, ni culpabilité.

Nous proposons des espaces individuels d'écoute et d'accompagnement. Les entretiens sont gratuits et confidentiels. Ils sont assurés par des conseiller·ère conjugales et familiales (CCF). Actuellement, nous intervenons auprès d'un large public, mais aussi auprès des personnes qui accèdent difficilement à l'information et à la prévention.

EN CHIFFRES

En 2021, nous avons reçu :

- 7000 personnes, en majorité des femmes
- dont 3000 ont été accueillies et renseignées par téléphone (orientation, conseil, information, prise de rendez-vous)
- 8 demandes d'IVG en délai dépassé.

LES PERMANENCES

Sur rendez-vous :

Mardi et jeudi : 14h à 17h

Sans rendez-vous :

Lundi : 9 h à 12h /14h à 17h

Mardi - Mercredi - Jeudi - Vendredi : 9h à 12h

DES ACCUEILS SPÉCIFIQUES

- Mariages forcés, jeunes filles en rupture familiale (voir page 17)
- Mutilations génitales (voir page 16)

LA PERMANENCE AU CCAS QUARTIER MOSSON

La permanence d'accueil individualisé par une CCF a lieu au CCAS du quartier Mosson le mardi matin de 9h à 12h. Elle s'inscrit dans la continuité du projet Femme Santé Citoyenneté et vient ainsi en complément aux séances d'informations collectives assurées dans ce cadre précis. Elle a repris en juin 2021.

L'objectif est de permettre l'accès :

- à la parole pour tous et toutes dans un lieu neutre où l'anonymat est respecté
- à la prévention et à l'information sur la santé en générale et en particulier sur la santé et droits sexuels.

Il s'agit d'un lieu ressources ancré sur le quartier sur les questions de vie affective et sexuelle, de discrimination et de violences liées au genre. Ce lieu offre une écoute en s'appuyant sur une démarche de santé globale pour identifier les problématiques, assurer un suivi et orienter si besoin vers les partenaires.

Les personnes accueillies sont majoritairement des femmes rencontrées ou non lors de nos interventions. Certaines sont orientées par les professionnel·les, d'autres arrivent par le bouche à oreille. Les demandes sont en grande partie liées à nos thématiques, sexualité, difficultés familiales, violences ou toute information liée à la santé...

EN CHIFFRES

La permanence a été impactée par la crise sanitaire. Afin de développer cette permanence, il est nécessaire d'augmenter et de perfectionner la communication dans le quartier. Aussi nous participons au réseau Pailladin pour assurer en outre une visibilité au sein des structures implantées dans le quartier.

30 personnes reçues (dont 27 femmes et 3 hommes)

- 6 jeunes de 18 à 22 ans
- 23 personnes de 25 à 49 ans
- 1 personne de 67 ans

3 professionnelles accompagnent les structures suivantes : Foyer l'Envol, Mecs Terres Rouges, Hôpital la Colombière.

LES THÉMATIQUES ABORDÉES

- Sexualité, identité sexuelle
- Contraceptions, avortement, parentalité et médiation de couple, désir ou non désir de grossesse, pilule du lendemain
- Infections sexuellement transmissibles, VIH, hépatites
- Violences conjugales ou intrafamiliales ou violences sexuelles
- Ménopause et endométriose
- Discriminations, informations juridiques.

LES CENTRES DE SANTÉ SEXUELLE AGDE, LUNEL ET MONTPELLIER

Anciennement nommés CPEF, ce sont des lieux d'accès aux soins, à l'information, aux droits et à la prévention. Nos trois Centres de Santé Sexuelle sont ouverts à toute personne quel que soit son âge et sa situation, en toute confidentialité. Nous inscrivons notre pratique dans une démarche globale d'accès aux soins et à l'information sur les questions de sexualité, de contraception, d'avortement, de rapport femme/homme, de dépistage et de prévention des infections sexuellement transmissibles (IST), du VIH et des hépatites B et C.

Les équipes sont pluridisciplinaires : conseiller·ères conjugal·es et familial·es, médecins généralistes, sages femme et gynécologues. Des animateurs·rices soutiennent l'activité des centres en menant des actions collectives de prévention auprès d'établissements scolaires, d'associations ou d'institutions.

NOUS Y PROPOSONS

Des espaces collectifs et individuels de parole autour des questions de santé sexuelle et de prévention dans une démarche de réduction des risques sexuels. Notre intervention s'appuie sur l'expression libre, la valorisation des expériences personnelles et la collectivisation des savoirs. Elle est basée sur l'écoute, le non jugement et le respect mutuel.

DES CONSULTATIONS MÉDICALES POUR

- Choisir une contraception adaptée à sa situation, prendre une pilule du lendemain, poser ou retirer un implant, un stérilet, faire un examen gynécologique, un frottis...
- Faire un dépistage du Sida, des hépatites B et C et des autres IST, traiter les IST
- Faire un test de grossesse, une consultation pré/post interruption volontaire de grossesse.

FINANCEMENTS

Les consultations, les frais d'analyse et de pharmacie sont financés le Conseil Départemental de l'Hérault et la CPAM pour les mineures et les majeures demandant l'anonymat. Les personnes trouvent nos coordonnées sur internet ou sont souvent orientées par les professionnel·les des structures institutionnelles et associatives. Nous menons en effet des partenariats actifs pour promouvoir l'accès aux droits, à l'information et à la prévention sur toutes les questions de santé sexuelle et reproductive.

LES MOTIFS DE CONSULTATION, PAR ORDRE D'IMPORTANCE

- Contraception et Dépistage sida/autres IST - Traitement IST
- Grossesse/visite post et pré IVG
- Suivi gynécologique.

LES CHIFFRES CLÉS

Le public : 90 % de filles	Montpellier	Agde	Lunel	Totaux
Personnes reçues en entretien	2675	232	203	3110
Personnes reçues en consultation	1612	202	173	1987
Part des mineures	404	78	45	527 (27%)

LE CENTRE D'AGDE

Il existe depuis 1999. Il a été créé à l'initiative des professionnel·les de l'Agathois intervenant auprès de jeunes.

Il est situé dans les locaux de l'hôpital d'Agde à proximité du lycée et du collège. Cette position géographique facilite l'accès des jeunes. Il est ouvert tous les mercredis de 17h à 20h au lieu du jeudi de 17h à 20h, compte tenu de la création de nouvelles consultations sur ce créneau. Nous développons de nombreux partenariats avec les associations locales, les établissements scolaires, les structures d'accueil de personnes en situation de handicap. Nous travaillons en collaboration avec la Ville d'Agde et le CCAS de la Ville d'Agde, la PMI, l'hôpital de Sète et de Béziers, Les associations locales, la MLI, les médecins libéraux, et plus largement les professionnels des réseaux.

Le public reçu est surtout constitué de jeunes de 14 à 20 ans. 39% des jeunes reçus en consultation médicales sont mineurs·es.

LE CENTRE DE MONTPELLIER

Il est situé au cœur d'une grande ville universitaire offrant d'autres structures d'accès aux soins et à la prévention. Il est ouvert 12 heures par semaine à proximité de la Gare Saint Roch puis en fin d'année sur le quartier des Beaux-Arts. Son accès est aisé grâce aux transports en commun.

Des entretiens collectifs précèdent les consultations médicales et permettent aux personnes l'accès à l'information sur les questions de santé sexuelle et reproductive, l'appropriation des différents outils de prévention des risques sexuels et l'accès aux droits sur la santé sexuelle et reproductive.

Au regard de la situation sanitaire, la fréquentation a été plutôt en augmentation (1624 en 2021 - 1315 en 2020 et 1585 en 2019). Le public accueilli est composé en majorité de jeunes de 18 à 20 ans. De plus en plus de femmes issues des associations : CADA, Médecin du Monde, AREA... ne maîtrisant pas le français viennent dans nos consultations. Souvent, ces personnes vivent dans un environnement peu propice à l'exercice des choix et des droits.

Notre implication au niveau des réseaux de professionnels nous permet d'orienter les personnes en fonction de leurs demandes et de leurs besoins.

LE CENTRE DE LUNEL

Il existe depuis 2001. Il est situé à L'Espace Santé de l'hôpital local de Lunel et est ouvert tous les mercredis de 12h30 à 17h.

L'Espace Santé est un lieu de regroupement des différents partenaires associatifs autour des problématiques de la santé. Nous menons un partenariat actif pour promouvoir l'accès aux droits, à l'information et à la prévention sur toutes les questions de santé sexuelle et reproductive auprès du plus grand nombre et en particulier des jeunes. Nous participons aux réunions de coordination ainsi qu'au comité de pilotage. Nous travaillons autour des problématiques de la santé avec tous les acteurs de la Ville de Lunel. Nous orientons les personnes vers d'autres professionnels en fonction des besoins et des demandes.

Le public accueilli est constitué en majorité de jeunes majeurs·res, jusqu'à 25 ans, mais aussi de femmes de plus de 26 ans en difficulté.

L'IVG UN ENJEU TOUJOURS D'ACTUALITÉ : LES IVG MÉDICAMENTEUSES AU CENTRE DE MONTPELLIER, UN ENGAGEMENT POUR L'ACCÈS À CE DROIT

La loi du 4 Juillet 2001 a supprimé l'obligation de l'entretien social bien qu'il soit obligatoirement proposé. Cet entretien est toujours obligatoire pour les mineures non émancipées. Cette mesure, en supprimant un obstacle dans le parcours de l'IVG était une des revendications du Planning Familial, à condition que les lieux de paroles soient toujours ouverts et disponibles pour les femmes. Utilisant cette disponibilité, des femmes ou des couples viennent toujours au Planning Familial pour réfléchir avec une conseillère à leur décision ou pour avoir des informations.

Le rallongement des délais de 7 à semaines depuis le 1er jour des dernières règles à 9 semaines pour l'IVG médicamenteuse en médecine de ville est une avancée importante. Au-delà de ce délai, nous orientons les femmes vers l'hôpital ou la clinique pour les IVG instrumentales.

Cependant, nous constatons dans nos permanences que des difficultés persistent :

- Trouver un interlocuteur·ice, un centre et les professionnel·les pour répondre à la demande dans les délais reste compliqué, notamment dans les zones les plus rurales
- Certains centres refusent de pratiquer les IVG au-delà de 12 semaines
- Les femmes n'ont pas toujours le choix entre la méthode médicamenteuse et la méthode chirurgicale
- Des médecins refusent de pratiquer une IVG, mentionnant la clause de conscience spécifique au droit à l'IVG
- La peur de la rupture du secret médical, le jugement moral et la culpabilisation des équipes soignantes ainsi que des mouvements anti-choix.

Chaque année, des femmes sont contraintes d'avorter dans des pays européens pour raison de dépassement des délais légaux en France.

ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE

L'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE (EVAS) AU CŒUR DE L'ACTION DU PLANNING FAMILIAL

Genèse et Objectif général

Déjà, dans les années 1970, notre association développait le concept « d'éducation sexualisée » qui mettait l'accent sur la dimension sociale d'apprentissage de sa vie affective et sexuelle et des rôles de genre. L'EVAS intègre donc à la fois les connaissances biologiques sur le développement et le fonctionnement du corps humain, la question de la prévention des risques liés à la sexualité (...) et la réflexion sur les dimensions psychologiques, affectives, sociales, culturelles et éthiques. Pour que l'EVAS contribue à l'épanouissement global, le Planning Familial valorise la vie affective et sexuelle dans ses dimensions positives et pas uniquement sous l'angle des risques. Dans l'ensemble des activités d'EVAS, notre association s'appuie aussi sur un de ses grands piliers qui est l'éducation populaire qui vise l'émancipation individuelle et collective et la transformation de la société. Ainsi, notre démarche d'EVAS vise à décrypter les rapports de domination, à renforcer l'esprit critique, à expérimenter sa capacité d'agir.

Approche, cadre, méthodes

Notre approche se base sur une écoute active et sans jugement de chaque expérience, où chaque prise de parole doit être respectée. Les participant·es et les membres du PF34 se mettent à égalité de façon à ce que chacun·e puissent témoigner, réagir, intervenir, questionner librement, et sans jugement. Ce cadre unique de discussion permet d'apprendre à écouter, à recevoir la parole des autres dans le respect, et à parler librement des sujets relatifs à la sexualité, qui peuvent parfois être tabous. En 2021, nous avons poursuivi les actions d'EVAS. Selon la demande des établissements scolaires et des structures du secteur médico-social, il s'agissait d'animations d'une courte durée (stand info prévention, et rencontres de 2h) ou qui s'étaient sur plusieurs rencontres (3 rencontres de 2h par groupe, et groupes de parole).

Objectifs pédagogiques

- Sensibiliser les participant·es et favoriser une réflexion sur la vie affective, relationnelle et sexuelle
- Permettre l'expression des questions et des préoccupations liées à l'émergence de la génitalité à l'adolescence
- Faciliter l'appropriation des savoirs et savoir-faire concernant les risques liés à la sexualité et les outils de prévention
- Permettre de repérer les structures extérieures et d'accéder aux principaux services de santé sexuelle et reproductive ainsi que les personnes relais au sein de leur établissement
- Permettre aux enfants et aux jeunes de prendre des décisions concernant leur santé
- Améliorer la capacité des enfants et des jeunes à s'engager dans des relations et des expériences équitables, saines et basées sur le consentement mutuel
- Responsabiliser les enfants et les jeunes pour qu'ils soient en mesure de faire valoir leurs droits et les droits d'autrui pour contribuer ainsi à la construction d'une société égalitaire
- Développer les compétences psychosociales essentielles pour l'autonomie (telles que s'exprimer, savoir nommer et reconnaître leurs émotions et leurs besoins, savoir écouter et communiquer, apprendre à interagir avec les autres et à les respecter, avoir une pensée critique, développer sa confiance en soi et son empathie). Ces compétences seront utiles tout au long de la vie pour faire des choix qui vont contribuer au bien-être individuel et au vivre-ensemble.

En ce sens, pour notre association, l'EVAS doit être considérée comme un droit humain universel.

Une grande variété en fonction de leurs préoccupations

Afin de mieux illustrer les enjeux des échanges nous présentons un aperçu de thèmes développés : les inégalités filles-garçons, les modèles de beauté et la norme, le couple, la parentalité, le genre, l'homophobie et l'homosexualité, la transphobie, les réseaux sociaux, les relations amoureuses, la réputation, la masturbation, le consentement, le premier rapport sexuel (attentes, enjeux...), la virginité, la drague, le plaisir, l'anatomie, l'examen gynécologique, les moyens de contraception, présentation et démonstration des préservatifs internes et externes, le risque d'Infections Sexuellement Transmissibles, l'Interruption Volontaire de Grossesse, les violences sexuelles, la sexualité des jeunes vue par les parents, les rapports parents-enfants sur la sexualité etc.

NOS RENCONTRES EVAS EN CHIFFRES

	Filles	Garçons	Pro
Collèges	1080	1035	102
Lycées	730	745	91
Autres	18	39	16
Total	1828	1819	209

REMERCIEMENTS

La mise en place de toutes ces actions ne serait pas possible sans la participation active des professionnel·les des établissements. Leur rôle est essentiel ! Elles et ils sensibilisent et mobilisent les établissements, peuvent répondre aux diverses demandes du public et font le relais lorsqu'il y a besoin.

Projet HANDICAP ET ALORS ?

Les actions en direction du public en situation de handicap ont été perturbées pour une deuxième année consécutive par la crise sanitaire et plusieurs partenariats ont été suspendus (Foyer J. Piaget, ESAT L'Envol, GIHP LR...). En s'appuyant sur le cadre posé par les lois de 2002 et de 2005 et plus récemment de la circulaire de juillet 2021 relative au respect de l'intimité, des droits sexuels et reproductifs des personnes, nous avons créé des espaces de parole collectifs (animations de 2h, groupes de parole) et individuels et nous avons accompagné des professionnel·les afin qu'elles et ils puissent devenir un relais.

Au total, en 2021 nous avons rencontré 100 personnes (32 femmes et 53 hommes), et nous avons accueilli 15 personnes pour des entretiens individuels et/ou en couple.

Concrètement nos actions ont comme effets :

- la meilleure prise en compte de la personne et de ses préoccupations
- la reconnaissance de son droit d'avoir une sexualité
- l'acceptation par les autres et l'entraide entre les participant·es
- la réduction des risques (grossesses non désirées, IST, violences)
- une plus grande autonomie de la personne

OBSERVATIONS

Nous avons constaté encore une fois que les besoins fondamentaux des personnes en situation de handicap sont identiques aux besoins de personnes « valides » et que les difficultés spécifiques résultent non pas forcément d'un handicap mais plutôt des situations construites socialement. La principale demande des personnes que nous rencontrons est de se mettre en relation affective et/ou sexuelle, et de « vivre une expérience amoureuse ». Une problématique majeure, qui mérite d'être analysée par les institutions et les pouvoirs publics est celle des violences à caractère sexuel.

“GÉNÉRATION SANTÉ”

La Fédération Régionale du MFPF Occitanie a mobilisé le PF34 autour de deux dispositifs du Conseil Régional d'Occitanie

« GÉNÉRATION SANTÉ »

« Le projet Génération Santé vise à renforcer le réflexe de prévention santé, l'acquisition de compétences psychosociales chez les jeunes, pour qu'ils.elles soient garantes de leur santé, physique mais aussi sociale et mentale, pour qu'ils.elles puissent limiter leurs conduites et expositions à risques, dont celles susceptibles d'impacter la santé des autres. » Conseil Régional Occitanie

Il s'agit de proposer des ateliers collectifs sur la vie affective et sexuelle, pour renforcer les aptitudes individuelles à agir sur sa santé. Les contenus sont centrés sur l'acquisition de compétences psychosociales :

- l'estime de soi
- La gestion des émotions
- Le consentement

Plus largement ces espaces permettent d'aborder les questions de genre et de rapports sociaux, les sexualités, les violences... mais aussi d'identifier les lieux ressources.

Nous avons privilégié les publics en difficulté.

En 2021, nous avons réalisé 10 ateliers de 3 heures chacun auprès des jeunes de la MLI de Montpellier soit 5 packs. Ce programme a concerné 83 jeunes dont 42 filles et 41 garçons de 16 à 25 ans.

ÉTABLISSEMENTS PARTENAIRES EN 2021 DANS L'HÉRAULT

Collèges

Joffre, M. Pagnol, Clemenceau, L. Cordas à Montpellier, Des Salins à Villeneuve les Maguelone, A. Crouzet à Servian, V. Hugo à Bessan, Le Berange à Baillargues, V. Hugo, J. Moulin à Sète, M. France à Jacou, F. Mistral à Pérols, F. Mistral à Lunel

Lycées

J. Guesde, P.M. France, Fr. Bazille, Clémenceau, G. Frêche, L da Vinci à Montpellier, L. Feuillade à Lunel, Lycée Agricole à Gigean, Lycée Agricole à Gignac, A. Loubatières à Agde, C. de Gaulle à Sète, La Gardiole à Frontignan

Autres structures

Maison d'Enfance à Caractère Social (MECS) M. Caizergues, Établissement Régional d'Éducation Adaptée (EREA) J.J. Rousseau, Association COALIA, PJJ Béziers



9 structures partenaires

CFAS à Montpellier, CFAS à Béziers, ESAT Kennedy à Montpellier, IME Château d'Ô à Montpellier, Foyer Les Écureuils à Montpellier, Foyer Beaurevoir à Montpellier, Foyer Ma Résidence à Florensac, IME St Hilaire à Florensac, IME R. Gafes à Agde

“GÉNÉRATION ÉGALITÉ”

« GÉNÉRATION ÉGALITÉ »

Dans le cadre de la lutte pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, Carole DELGA, Présidente du Conseil Régional Occitanie, explique que « *Les stéréotypes filles-garçons, les violences sexistes et la contraception sont des sujets qui interpellent tout particulièrement les jeunes et qui renvoient à la question centrale de l'égalité des sexes. Avec le dispositif régional « Génération Égalité », la Région leur apporte des réponses concrètes.* ». Il s'agit de :

- déconstruire les stéréotypes de genre, notamment sur les métiers, qui peuvent peser sur l'orientation
- prévenir les comportements sexistes et/ou violents en particulier sur la vie affective et sexuelle

Concrètement, cela passe par la mise en place d'animations de 2h, auprès des classes de 2de ou équivalent en CFA/E2c.

Le déroulement, les contenus, les méthodes et les outils utilisés par l'animateur·ice sont définis au niveau de la fédération Régionale MFPP en partenariat avec 11 structures, dont le CIDFF et la LMDE.

- les thèmes abordés : les stéréotypes, les violences, la contraception, le harcèlement - les cyber violences
- un livret co-construit avec les partenaires et les services de la Région Occitanie est remis aux élèves.

En 2021, nous avons réalisé 17 animations et rencontré 380 jeunes dont 64 de l'école de la 2ème chance de Lunel, et 312 issus de 2 lycées professionnels - classe de 2° et CAP

LES ANIMATIONS PRODAS

L'expérience du Lycée Pierre Mendès France

Après la formation initiale ProDAS (voir page 22) de janvier 2021 au Lycée Pierre Mendès France, 30 co-animations ont été programmées au sein de huit classes. Une animatrice a accompagné les professionnel·les dans le déploiement des séances ProDAS en co-animant les 1ère séances. En 2021 un documentaire a été réalisé pour présenter le programme (disponible sur YouTube "ProDAS, une autre voix - VDF". Malgré la situation sanitaire, 24 ateliers sur 30 ont pu se tenir, permettant de rencontrer 275 bénéficiaires.

UNE EXPÉRIENCE PLEINE D'ENSEIGNEMENTS

Le cœur d'une séance ProDAS est un cercle de parole, sur un thème choisi qui permet le développement des compétences psycho-sociales, selon 3 facteurs (connaissance de soi, réalisation et interactions sociales). Tous les cercles visent à comprendre ses émotions et ses besoins. L'équipe éducative de l'établissement a montré un fort intérêt pour les objectifs du programme et une participation active pleine d'enthousiasme et d'énergie pour sa réalisation. La majorité des classes rencontrées étaient non mixte (principalement masculine). Certains élèves non francophones ont pu profiter de cet espace pour apprendre un nouveau vocabulaire et ils se sont saisis du programme qui leur a permis de prendre confiance et d'améliorer l'expression de soi devant les autres. Dans certaines classes (où il manquait de cohésion), l'accent a été mis sur des activités ludiques pour favoriser la pose du cadre, travailler les obstacles à la communication, faciliter la confiance dans le groupe, ainsi que faire des focus sur les thèmes des sentiments et des besoins, difficilement abordé auparavant par les jeunes.

PRÉCONISATIONS ET PERSPECTIVES

Ce premier semestre de co-animation au lycée Pierre Mendès France a porté ses fruits : les évaluations des enseignant.e.s et des élèves sont très positives et ont montré l'intérêt de poursuivre un travail approfondi sur la communication bienveillante et sur l'écoute active à l'école.

Les co-animations ont bien pu s'organiser, grâce aussi à la disponibilité et à la réactivité de l'équipe.

Cette première année de mise en œuvre du programme, bien que modeste en nombre d'élèves touché·es à cause de la pandémie, a permis néanmoins de poser les jalons d'un partenariat entre ce lycée et le Planning. En effet, suite aux changements positifs qui ont été actés dans les classes qui ont mis en œuvre le programme, le lycée a demandé une 2ème session de formation ProDAS, ainsi qu'un accompagnement supplémentaire en co-animation. Nous souhaitons poursuivre le déploiement du programme dans ce lycée et ailleurs car cela donne les moyens aux élèves et aux enseignant.e.s de vivre l'école autrement. ProDAS permet de créer un espace d'expression protégé dans une période socialement complexe telle que la nôtre qui a touché, et touche encore, particulièrement les jeunes.

Témoignages de bénéficiaires

« on a dévoilé nos sentiments, nous avons tous respecté les règles, l'écoute était facilitée » ; « j'ai trouvé ça bien, ça a permis de connaître les ressentis de chacun. J'étais en confiance avec le groupe parce que il n'y avait pas du jugement » ; « c'est dommage de ne pas avoir pu faire assez de rencontres » ; « on a appris à se connaître et il n'y a pas eu de frontalité hiérarchique » ; « ce qui était bien c'est que vous aussi (les enseignantes) vous avez parlé, on vous connaît un peu plus et on a plus de confiance » ; « ça a libéré la parole » - *Classe IMCVIA / Focus groupe*

Témoignage d'enseignante

« J'ai ressenti beaucoup de plaisir à travailler avec l'animatrice ProDAS et vécu une expérience des plus enrichissantes avec les élèves dans ce cadre nouveau. La co-animation m'a beaucoup apporté, me permettant de mettre à profit ce que j'avais commencé d'expérimenter dans le cadre de la formation offerte aux enseignants. Les séances ProDAS ont contribué à « détendre l'atmosphère » et aidé à résoudre les conflits ». Questionnaire d'évaluation enseignant.e.s

LES PROJETS "POLITIQUE DE LA VILLE" AGDE, LUNEL ET SÈTE

Le PF34 s'implique sur ces territoires pour favoriser l'accès à l'information, à la prévention et aux droits sur toutes les questions de santé sexuelle et reproductive : contraception, grossesse, avortement, IST/VIH, couple, violences et sensibiliser les personnes à la question de l'égalité femme/homme.

Ce sont à la fois des actions en direction des personnes des quartiers de la politique de la ville qui peuvent avoir plus de difficultés à accéder aux informations et aux soins.

C'est aussi sensibiliser les professionnel·les qui accompagnent les personnes de ces territoires.

AGDE

Le PF34 propose des espaces d'échange et d'expression confidentiels, pour favoriser l'appropriation des informations en santé sexuelle, et pour aborder l'égalité hommes/femmes.

Pour cela, en fonction des demandes il organise :

- Des ateliers, animations, kiosques animés en direction des jeunes scolarisés en collaboration avec les établissements scolaires, et en direction des personnes en situation de handicap en collaboration avec les institutions.
- L'accompagnement individualisé en lien avec les actions, en fonction des demandes.
- La sensibilisation des professionnels d'Agde sur la place des femmes et des hommes dans la société, et sur la l'accompagnement des questions de sexualité.

EN 2021

168 filles et 109 garçons rencontrés

dont 207 de 6 à 15 ans et 55 de 16 à 17 ans

15 adultes de 26 à 64 ans.

Les collèges René Cassin et Paul Emile Victor et le Lycée Loubatières ont été concernés.

SETE

Le projet

- Mettre en place des animations, ateliers, et groupes de parole, en direction des publics en lien avec les établissements scolaires
- Mettre en place une formation en direction des professionnel·les intervenant dans les QPV

EN 2021

408 bénéficiaires dont 365 issus des QPV centre-ville et Ile de Thau

Une formation de 4 jours « Accueillir la parole sur Genre et Sexualités », pour accompagner les enjeux de santé sexuelle et les situations de violences. La formation a réuni 14 personnes dont 4 accompagnantes du programme de réussite éducative intervenant sur les QPV ainsi que des membres du CCAS.

Partenaires des actions : Collège Victor Hugo et collège Jean Moulin / Lycée Charles De Gaulle

Les professionnel·les associatif et institutionnel de la ville de Sète

Le service Politique de la Ville de Sète pour la constitution du groupe de professionnel·les

LUNEL

Mise en place d'ateliers de parole sur les questions de santé sexuelle :

Ces ateliers sont de durées variables. Ils sont construits à partir des préoccupations des personnes. Les échanges sont confidentiels. Les professionnel·les participent à l'élaboration, au suivi, à l'évaluation et au bilan par la mise en place de rencontres et de réunions régulières.

Mise en place d'animations autour de l'exposition « L'égalité filles-garçons, c'est bon pour les droits de l'enfant - Et le respect aussi ! » en collaboration avec le Point information Jeunesse de Lunel.

L'exposition de 12 panneaux présente les grands principes de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant axée sur l'égalité Filles-Garçons/Femmes-Hommes et la lutte contre les violences sexistes qui sont les 3 conditions au respect des droits de l'enfant.

EN 2021

- 663 bénéficiaires dont 558 issus des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV)
- 18 animations sur les questions de santé sexuelle et 194 jeunes rencontrés 1 journée Forum Santé et 400 jeunes rencontrés
- 33 personnes reçues en entretien individuels dont 3 suivis
- 1 groupe de 6 adultes en atelier
- 12 rencontres et 36 professionnel·les rencontrés.

Les lieux d'intervention / partenaires

MU de Lunel / Ecole de la 2ème Chance à Lunel / Lycée Louis Feuillade / Lycée Victor Hugo / Espace santé

Point Information Jeunesse, Maison des adolescents, Maison Jean-Jacques Rousseau, MU /garantie jeunes, Ecole des Parents et des Educateurs, CADA, Collège Ambrussum, Espace santé

FEMMES SANTÉ CITOYENNETÉ

Droits sexuels et reproductifs : parcours d'autonomisation pour les femmes, par les femmes (information, éducation, prévention)

Le projet Femmes Santé Citoyenneté (FSC) est un programme centré sur les droits sexuels et reproductifs des femmes en situation de vulnérabilité, de femmes migrantes ou issues de l'immigration habitantes des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), bidonvilles ou en situation de mal-abris. Cependant, les hommes n'en sont pas exclus. Les objectifs sont de promouvoir la santé sexuelle et l'autonomie des personnes, de lutter contre les discriminations et les violences de genre ; Informer sur la vie sexuelle et reproductive tout au long de la vie des femmes : le cycle menstruel, désir ou non de grossesse, contraception, ménopause... ; Renforcer la place et le pouvoir des femmes dans la société, la sphère conjugale et/ou familiale ; Questionner sur le rôle de parents, de mères et de partenaire ; Lutter contre l'isolement par la transmission de lieux et de personnes ressources sur le territoire ; Sensibiliser aux différentes formes de violences sexistes et sexuelles.

En s'appuyant sur une démarche de santé globale, avec l'approche de l'éducation populaire, ce programme vise à ouvrir des espaces de dialogue et de réflexion autour des droits sexuels.

CELA SE CONCRÉTISE PAR :

Animation de groupe non mixtes (exceptionnellement mixtes) dans une démarche de partage et de valorisation des savoirs / Intervention ponctuelles ou cycle de plusieurs séances ; Entretiens individuels d'écoute et d'accompagnement ; Rencontre avec les professionnel·les et les réseaux / Participation à des actions et/ou initiatives ouvertes sur les quartiers ; Recours si besoin à des médiatrices de santé ou à l'interprétariat téléphonique pour prendre en compte les difficultés de communication liées à la langue.

PARTENAIRES

Tin hinan, Avec, Mission Locale, Médecin du Monde, Action Santé Béziers, Croix Rouge, Frantz Fanon, Clinique Beausoleil, Passerelles, Compagnie des nuits partagées, Réseau Pailladin, Commission Femmes Mosson, UTOA, ISSUE, CADA Astrolabe, Association Raiponce, Chrs Regain

Témoignages de bénéficiaires

« Je suis très contente merci, on appris, parlé, on s'est écouté » ; « ça se passe bien, on a appris beaucoup de choses qu'on ne connaissait pas, le temps ici passe très vite » ; « on a rigolé, j'ai adoré, on voit pas le temps passer, c'est très bien, on ne s'ennuie pas, j'ai rigolé, je me sens détendue maintenant » ; « je me suis amusée, on a appris beaucoup de choses, c'était bien » ; « on a parlé des choses qu'on ne connaît pas » ; « ça s'est bien passé, on parle de choses dont on ne parle pas d'habitude »
Animation au sein de l'association Tin hinan, novembre 2021

ORGANISATION

Après la crise, il a fallu recréer la dynamique de travail commun et le réseau. Des rencontres collectives ont été réalisées au sein de structures pendant le cours d'alphabétisation pour présenter le PF34 en tant que lieu ressource et ainsi aborder la santé sexuelle. Il a aussi été proposé un espace confidentiel où aborder avec une professionnelle en conseil conjugal et familial des questions, souvent taboues. Cette permanence a eu lieu à l'antenne du CCAS de la Mosson. La question du manque d'accès aux soins et la méconnaissance du public des lieux ressources a été relevée lors des rencontres collectives.

PRÉCONISATION PRINCIPALE

Travailler davantage avec les associations de quartier, renforcer les connaissances en santé sexuelle des non-professionnel·les de santé pour développer des actions de proximité. Ainsi, le PF34 s'engage à répondre aux besoins des structures accueillantes des personnes migrantes ou en situation de vulnérabilité, notamment dans les quartiers dits « prioritaires » ou au sein des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Les jeunes sont inclus·es dans le projet, notamment les mineur·es étranger·es non accompagnés·es (MNA) qui bénéficieront d'un accompagnement autour de l'EVAS. En 2022, le Planning réalisera, auprès de l'association Tin Hinan, une sensibilisation pour constituer un groupe de femmes ressources (groupe d'auto-support) pour améliorer la santé sexuelle de la population du QPV Mosson, faciliter la santé communautaire et créer une dynamique de coopération active de la part du public. Il serait favorable aussi de trouver des financements pour assurer une médiation linguistique arabophone sur les actions menées.

MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES

Kintsugi : Art Japonais de réparer un objet en soulignant ses lignes de failles avec de la poudre d'or.

Le PF34 est engagé dans le parcours coordonné de soins (gratuits) avec le centre Frantz Fanon et la clinique Beausoleil. Ce dispositif, appelé KINTSUGI, est à destination des femmes ayant subi des mutilations sexuelles et s'inscrivant dans une démarche de réparation.

Dans ce contexte, nous proposons un accompagnement en santé sexuelle des femmes ayant subi des excisions, via des entretiens individuels. Notre approche est d'écouter ces femmes et de les soutenir dans leur démarche de reconstruction -pas seulement chirurgicale. Un espace de parole est offert pour celles qui souhaitent mettre des mots sur les violences et discriminations subies. Dans une démarche de démedicalisation et de valorisation des savoirs, les échanges avec les femmes se centrent sur leur besoin d'expression, d'écoute et d'information. Les objectifs sont que les femmes ayant subi des mutilations puissent retrouver la confiance et l'estime en elles-mêmes pour enfin pouvoir disposer de leurs corps librement. Il permet aux femmes de se questionner autour des idées reçues sur la sexualité, sur le plaisir féminin et sur le sexe fantasmé, mais aussi de questionner les normes et rapports sociaux de sexe et lever les tabous. Des réunions mensuelles avec les partenaires sont organisées afin de proposer un accompagnement global et coordonné.

8 femmes ont été accompagnées : 2 originaires du Mali, 3 de Côte d'Ivoire, 1 du Libéria, 1 du Burkina Faso et 1 de Guinée.

PRÉVENTION DES VIOLENCES INTRAFAMILIALES ET DES MARIAGES FORCÉS

UN PROJET HISTORIQUE

Il consiste à :

- Organiser et animer les réunions du réseau départemental « Jeunes confronté·es aux violences et aux ruptures familiales »
- Accueillir, accompagner les victimes
- Orienter et mobiliser les professionnel·les pour la prise en charge appropriée
- Promouvoir le site internet www.mariageforce.fr par la diffusion d'affiches et de flyers
- Sensibiliser les professionnel·les.

C'est aussi gérer les situations qui proviennent :

- Des appels sur la ligne dédiée 06 75 23 08 19
- Des appels reçus au siège du PF34
- Des messages reçus via l'adresse mariageforce@gmail.com et des accueils physiques.



ORGANISATION

La gestion de ce projet a été marquée par des difficultés importantes liées au départ à la retraite en 2021 des deux salariées qui assuraient l'animation de ce projet, avec une forte participation en bénévolat puisque le téléphone et l'adresse mail étaient gérées 24h/24 et 7j/7. Il n'a pas été possible d'assurer la même disponibilité, d'autant plus que les financements ne permettent pas de libérer un temps de ressources humaines à hauteur des besoins, cette activité demande une disponibilité très forte et un grand engagement. Nous avons cependant depuis avril 2021 maintenu une activité de réponse aux sollicitations.

ACTIVITÉS EN CHIFFRES

En 2021, il y a eu une baisse d'appels, liée au blocage des avions et des transports, qui a pu permettre la baisse de situation de mariages forcés telle que la venue des personnes en France ou dans les pays concernés.

- 4 réunions (réseau et réunions confédération)
- 62 appels
- 12 accompagnements dont 11 par téléphone et 1 personne reçue à l'association
- 1 jeune fille mineure scolarisée au Lycée Joffre à Montpellier en classe de 1ère : mise en place d'un accompagnement en lien avec l'assistante sociale de l'établissement. Recherches de solutions pour abriter et protéger la jeune fille (internat)
- 3 femmes misent à l'abri, dans une autre ville de France, via le réseau du Planning Familial
- 1 femme mariée victime de violences une fois mariée
- 1 femme mariée victime de violences de la part de sa belle mère
- 1 femme victime de viol par son voisin. Elle souhaite porter plainte
- 1 femme souhaite faire annuler son mariage car mari violent. Elle parle de suicide
- 1 jeune fille mineure victime de violence dans sa famille - Partenariat avec le Conseil départemental pour l'accompagner
- 1 jeune fille de 15 ans arrivée de Syrie il y a 3 ans. Ses parents veulent lui imposer un mariage - Démarche de mise à l'abri en lien avec le conseil Départemental
- 1 femme menacée de mariage forcé par sa famille avec un homme beaucoup plus âgé qu'elle qui vit en Turquie.

PRÉCONISATION POUR LA SUITE DU PROJET

Le PF34 pour 2022 continuera à assurer le pilotage du réseau local et l'accompagnement des situations qui se présentent sur le département.

Ne pouvant continuer à jouer le rôle de pilotage national (numéro de téléphone et site), il a sollicité le réseau du Planning Familial pour assurer la reprise par une autre association de la gestion du téléphone et du site et la mise en réseau national de toutes les associations du Planning Familial qui sont investies sur cette thématique.



PRÉCARITÉ MENSTRUELLE

EN 2021 LE PROJET PRECARITE MENSTRUELLE PREND SON ESSOR !

« De la lutte contre la précarité menstruelle à la prise en compte des enjeux de santé sexuelle et reproductive pour les femmes en situation de précarité sur le territoire de la ville de Montpellier. »

Après une longue préparation au sein du collectif « Santé des femmes », ce projet a été porté par le PF34 dans le cadre d'une collaboration avec un collectif d'associations et structures diverses. C'est cette co-construction avec plus de 40 structures qui va donner toute sa spécificité à ce projet : au-delà de l'expertise du PF34 sur la santé sexuelle, c'est la richesse de la dynamique collective que nous voulons souligner dans ce rapport d'activité.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Pour le PF34, lutter contre la précarité menstruelle s'inscrit dans la continuité de la lutte contre les violences faites aux femmes. Ainsi, le PF34 souhaite contribuer à un accès gratuit et de proximité de serviettes hygiéniques et à une meilleure prise en charge des questions de précarité menstruelle et au-delà de santé sexuelle et reproductive des femmes en situation de précarité dans une perspective d'égalité et de non-discrimination.

Concrètement, cela passe par :

- Structurer un dispositif de mise à disposition de produits menstruels
- Animer des temps d'échanges et d'information avec les femmes sur les règles
- Sensibiliser les professionnel·les à la précarité menstruelle et aux enjeux de la santé sexuelle et reproductive
- Lutter contre le tabou des règles
- Évaluer et modéliser l'expérimentation.

Le processus de mise en place a consisté à conduire une phase diagnostic, puis, sur la base de l'analyse des besoins, conduire des animations en direction des femmes, organiser des séances de sensibilisation, puis expérimenter la mise en œuvre en développant un dispositif d'accès gratuit et de proximité à des produits menstruels. Cette mise en action sur le terrain nécessite de piloter et coordonner ce dispositif en partenariat avec les associations et les institutions.

Une équipe pour porter ce projet au sein du PF34: après Latifa Drif qui a pensé et lancé le projet, Elsa Robert a pris la relève pour animer le groupe et les sensibilisations des professionnels, Elina Bourgeois, Animatrice de prévention et Saïd Jamali, chargé de projet logistique et évaluation dans le cadre d'un contrat d'apprentissage.

PHASE DIAGNOSTIC (JANVIER-AOUT)

Résultats enquête qualitative avec les personnes bénéficiaires :

- Avoir accès gratuitement à des serviettes hygiéniques jetables
- Avoir la possibilité d'échanger autour du sujet des règles et de la santé sexuelle

Nombre de personnes bénéficiaire : 337

Nombre de structures bénéficiaires : 13

Enquête quantitative auprès des structures partenaires :

- Besoin d'être accompagné·e et sensibilisé·e sur le sujet des règles et plus largement les thématiques de la santé sexuelle et reproductive
- Besoin d'un lieu de stockage des serviettes hygiéniques

Nombre de structures participantes : 26 (chiffre issu des réponses au questionnaire envoyé aux partenaires)

PHASE OPÉRATIONNELLE (SEPTEMBRE-DÉCEMBRE)

Volet animation :

- Elaboration d'un conducteur d'animation + outils
- Nombre de personnes bénéficiaires : 118

Nombre et type de structures/d'organismes bénéficiaires : 6

Volet distribution :

1ère Distribution : Remise de 19 000 serviettes à 29 partenaires distributeurs en décembre 2021

Volet sensibilisation :

20 structures rencontrées et 36 professionnel·les sensibilisé·es





Stand d'informations

PRECONISATIONS

Suite à la phase de diagnostic, nous avons identifié trois types de besoins dans le cadre de ce projet :

- Distribution gratuite de serviettes hygiéniques jetables
- Création de temps d'échanges et de sensibilisation avec les personnes bénéficiaires (femmes) sur le sujet des règles et plus largement de la santé sexuelle et reproductive
- Ouverture de modules de sensibilisation à destination des professionnel·les partenaires

PERSPECTIVES

- Montée en charge du volet mise à disposition avec 5 distributions en 2022
- Mise à disposition d'une cartographie des points de distribution en partenariat avec Solinum.
- Développement des animations (100)
- Poursuite des sensibilisations - mise en place d'analyse de pratiques
- Démarrage du projet de mise à l'échelle départementale avec la coordination d'un groupe de travail pour l'organisation d'une journée d'étude sur la santé sexuelle et reproductive des femmes en situation de précarité.
- Création d'un outil de communication (capsule vidéo)
- Mise à disposition d'un kit de démonstration aux partenaires distributeurs
- Exploration des stratégies de pérennisation de l'action.

ACTIVITÉ EN CHIFFRES

- 20 animations
- 8 forums santé et la participation à 10 maraudes en direction des femmes,
- Organisation de 4 sessions de sensibilisation pour 36 professionnel·les
- 350 femmes et 100 hommes ont été rencontrés dans ce cadre



Maraude

Témoignages de bénéficiaires des animations

« ça m'a intéressé, je ne connaissais pas la contraception, ça m'a permis d'avoir des informations et de voir aussi ce que c'est, ce qui est bon pour une femme ou pas aussi concernant les serviettes en coton et les tampons » - Femme hébergée au CADA Elisa.

Source : Fiche séance 22 Novembre 2021

« C'était bien et intéressant, merci d'être venue, je vais prendre rendez-vous. Après parfois la difficulté avec la langue m'empêche de poser les questions que je veux. » - Homme à l'association Passerelle. Source : Fiche séance 22 novembre 2021

« Merci. Ça m'a fait du bien de me sentir écoutée » - Femmes en situation de rue lors d'une maraude avec les Femmes Invisibles. Source : Fiche séance 9 Décembre 2021

« C'était intéressant, j'ai beaucoup appris. J'ai pu comprendre comment faire en tant que femme dans la société. Comment faire si jamais je ne veux pas d'enfants. On a parlé de beaucoup de choses, c'était bien, Merci » - Femme hébergée au CADA Elisa. Source : Fiche séance 1er décembre 2021

Témoignage de bénéficiaires de la distribution

« Encore merci pour votre soutien et votre enthousiasme qui nous ont beaucoup aidé et motivé dans notre démarche » Laurent Savio - CHRS REGAIN. Source : Email, Mercredi 09 Mars 2022.

« Merci infiniment à vous et à toute l'équipe pour l'organisation de ce projet et pour votre email précis sur les modalités de récupération des colis » Alexandra Jouhannaud, MDN34. Source : Email 30 novembre 2021

« Merci à vous pour cette opération, qui remporte du succès auprès de nos salariés... et surtout pour votre suivi (très opérationnel) » Pascale PIGNONE Chantier d'insertion ARTEX-GAMMES. Source : Email, 5 avril 2022

« Merci pour l'organisation de ce projet, les adhérentes nous font des retours positifs de cette initiative » Valentine Sarrut - Esperluette. Source : Email, Mercredi 19 janvier 2022

Suite à la mise en œuvre expérimentale du projet sur Montpellier, le PF34 proposera en 2022 un appui méthodologique à l'émergence d'initiatives autour de la lutte contre la précarité menstruelle sur les territoires de Béziers/Agde et Lunel avec le soutien de France Relance.

FORMATIONS

Le PF34 - Un Organisme de Formation qui mise sur la qualité

L'organisme de formation (OF) du PF34, est en charge de la mise en place des formations à destination de l'ensemble des acteurs, professionnel·le·s ou bénévoles de l'accompagnement.

Les formateur·ices sont imprégné·e·s des courants de pensée humaniste (qui replace l'individu au centre, lui permet de faire ses propres choix) et d'Éducation Populaire (« Les savoirs appartiennent à tous et toutes, la formation continue et permanente est une clé du développement des personnes ») et transmettent l'ensemble des notions, approches et outils qui permettent de favoriser l'autonomie et l'empowerment des personnes en matière de vie affective et sexuelle.

En 2021, l'organisme de formation s'est axé autour de :

1. La forte mobilisation autour du ProDAS avec la mise en place de 6 formations, la coordination des opérateurs, actualisation des outils et des projets (« livret pédagogique de l'animatrice »/formation continue des intervenant·e·s/participation au développement dans d'autres départements), la fin de la mise en œuvre des « packs lycées » auprès des équipes pédagogiques (formations/co-animations/Analyse des pratiques/suivi dossiers auprès de la Région etc.).
2. L'organisation de la fin de la formation CCF (animation des 2 dernières semaines de formation, lecture et correction des écrits professionnels de fin de formation, mise en place et participation aux jurys nationaux etc.)
3. La Participation aux groupes de travail "Répertoire national des certifications professionnelles" (RNCP) des en vue de la reconnaissance de la qualification CCF en certification, qui entraînera une meilleure reconnaissance des compétences des CCF (mais impliquera également une surcharge de travail en formation)
4. La proposition d'une session de 4 jours et demi de formation sur le programme GSS.

L'activité du Pôle Formation en 2021 a été marquée par :

1. Le départ d'une formatrice sur un autre projet en cours d'année ainsi que l'arrêt du responsable de formation pendant plusieurs semaines.
Il est important de préserver le bien-être au travail et de prendre en compte la lourdeur du travail de formation afin que ces situations ne se reproduisent plus et ne mettent plus à mal la capacité d'action du pôle. Par ailleurs, un appel à candidature pour un poste à plein temps a été lancé en juin 2021, dans la perspective d'une embauche au plus tard en janvier 2022.
2. La mise en conformité des outils et des contenus avec les exigences de qualité (Label Qualité Qualiopi).



Nous sommes heureux·ses et fier·e·s d'avoir obtenu ce label, en novembre 2021 qui consacre la qualité de notre travail. Cependant nous sommes maintenant tenu·e·s de poursuivre nos efforts en tenant compte des multiples aspects de cette démarche (de l'analyse des besoins aux enquêtes de satisfaction des participant·e·s, des commanditaires et des employeurs, des attentes des stagiaires, des préconisations et modification des futures formations en ce sens, etc.). Tout ce travail modifie le périmètre de nos actions et impose un renforcement de l'équipe afin d'être en mesure de réaliser nos missions de formation.

Cette mise en conformité n'a été possible que grâce à un accompagnement : de la Confédération (3 journées de formation/ une 10aine de regroupements des OF pour construire les outils et les procédures), en interne (une dizaine de réunions de la commission formation, impliquant les différents pôles du PF34 : secrétariat, communication, administratif, CA...) et avec le soutien du Planning Familial 13. Le secteur de la formation est en pleine mutation, il se professionnalise, à l'instar de la demande de certification professionnelle de CCF qui a été déposée au RNCP.

Pour pallier la mobilisation croissante de temps et d'exigences, nous devons donc mener dès début 2022 une réflexion approfondie afin de poser les enjeux du développement de notre organisme de formation, définir les orientations et l'ambition de notre OF pour les années à venir, avec le renforcement de l'équipe de formation.

LA FORMATION CONSEIL CONJUGAL ET FAMILIAL (CCF) 2019-2021

« Le·La conseiller·ère conjugal·e et familial·e exerce auprès des jeunes, des femmes, des couples et des familles des activités d'écoute, d'information, d'orientation et d'accompagnement dans tous les domaines liés à la vie affective et sexuelle, aux conduites sexuelles à risques, aux discriminations, aux violences (sexuelles, sexistes, de couple...), aux problèmes relationnels dans le couple et dans la famille (maternité, parentalité...). Acteur·trice de prévention, il-elle s'inscrit dans le cadre de la Promotion de la Santé et de l'approche globale des personnes en matière d'éducation à la sexualité. » Accueillir, écouter, prévenir, accompagner sur les questions de vie affective relationnelle et sexuelle, ne s'improvise pas... la formation reste l'un des axes fondamentaux de nos combats pour une société plus juste et égalitaire. La formation CCF est une action phare du MFPP qui permet à des professionnel·les de disposer des compétences nécessaires pour aborder et accompagner de manière rigoureuse les questions de sexualité, genre, discriminations, violences.

La session conseil conjugal et Familial 2019-2020 a démarré en 2019 et s'est achevée en 2021 (en raison des reports COVID).

Pierre Colombani et Elsa Robert ont assuré la référence du projet avec de nombreuses personnes qui ont collaboré à l'animation des sessions tant en interne (Giorgos Klouras, Catherine Juventin, Josiane Moualek, Gersende Marceau, Carine Favier, Thibault Tarral) qu'en tant qu'intervenant·e. extérieur·e (Céline Antarakis - Formatrice Médiation familiale - Association Cemaphore ; Léa Bages - Formatrice consultante égalité Homme Femme - 34 ; Marlène Escoffier - Psychologue Madame Contentin - Assistante sociale - SDIP Département de l'Hérault Fleur Favre - Formatrice Violences dans le couple - CIDFF Franck Marcé - Directeur Régional - Sida Info Service Mme Péré - Assistante sociale - SDIP Département de l'Hérault)

15 sessions de formation réparties en 6 modules de compétences, eux-mêmes déclinés en de nombreuses thématiques.

1/ Conduite d'entretiens dans une approche psychosociale (counseling) auprès de personnes, couples et familles dans le champ de la vie affective, relationnelle et sexuelle

2/ Mise en œuvre d'actions collectives dans le champ de la vie affective, relationnelle et sexuelle, auprès de différents publics

3/ Développement d'actions en faveur de la promotion de la vie affective, relationnelle et sexuelle, au sens de l'OMS

4/ Accompagnement des personnes dans le champ de la santé sexuelle

5/ Accompagnement des personnes concernées par des situations de violences.

6/ Accompagnement des personnes dans le champ de la conjugalité et de la parentalité

Sur les 14 stagiaires inscrites en formation, 13 ont obtenu en juin 2021 leur attestation CCF. Moyenne de satisfaction 8,77/ 10



PRÉCONISATIONS

Afin d'améliorer la reconnaissance et la valorisation du métier de CCF, le MFPP a pour la 3ème fois, déposé un dossier de demande de certification au RNCP. Les pratiques et outils de formation- doivent faire l'objet de la même rigueur qu'une formation déjà certifiée tout en restant en conformité avec les objectifs Qualiopi. La session 2019/2020 a donc nécessité un énorme travail d'ingénierie et d'amélioration / changements, en cours de formation.

Le dossier est enfin accepté au moment de faire le bilan en mai 2022.

ProDAS

Rappel : un programme porté par le PF34 sur le plan local mais aussi par le MFPF nationalement : programme Québécois, adapté en France par le Planning Familial en 2004, le programme s'est aujourd'hui largement développé, notamment en Occitanie.

Le ProDAS vise à promouvoir un corpus d'outils pédagogiques destinés à favoriser le développement des compétences psychosociales, la prévention des violences ou des discriminations et l'amélioration des relations et des processus de communication par l'éducation émotionnelle. Cette éducation émotionnelle passe par un travail spécifique sur les émotions et les besoins/l'expression authentique/l'empathie et vise l'autonomisation et la responsabilisation des enfants et des jeunes.

Le Programme complet se décline en plusieurs axes

- 2 niveaux de formation (Niveau 1 : Animatrices ProDAS/ Niveau 2 : formatrices ProDAS)
- 1 programme d'animation auprès des jeunes de tous âges
- Des journées de formation continue et d'analyse de pratique proposées aux animatrices et formatrices ProDAS (1 journée de formation continue réalisée)
- Un travail de plaidoyer auprès des institutions dans l'optique de développer le programme dans l'ensemble des espaces d'éducation, avec la création d'outils tels que le « livret animation », le film documentaire « une autre voix » et la coordination des opérateurs ProDAS régionaux.

Les formations et « Pack ProDAS » : 30 jours de formation, 72 femmes et 10 hommes y ont participé 100% des participant·e·s sont satisfait·e·s voire très satisfait·e·s (87%)

- 18-19 et 26-28 janv, (LEP Pierre Mendès France) Montpellier
- 15-19 fév, (ITEP) Lozère
- 23-25 mars et 1-2 avril, (pour des particuliers) Montpellier
- 28 juin - 2 juil, (Nouvelle Aquitaine) Bordeaux
- 11-15 oct, (pour des particuliers), Montpellier
- 25 nov au 1er déc, (LEP Pierre Mendès France)
- Fév à déc 2021 : 30 co-animations (avec un·e enseignant·e formé·e) réalisées auprès des lycéen·ne·s
- 2 analyses de pratique.

Résultats de l'action

- ProDAS à Pierre Mendès France : 30 enseignant·e·s formées et des dizaines de séances auprès des jeunes avec un résultat positif, une implication active de l'ensemble de l'établissement
- Lancement du ProDAS en Nouvelle Aquitaine avec 17 stagiaires des différents Planning de Nouvelle Aquitaine
- Création du film « Une autre voix » et du site internet ProDAS Occitanie.



Témoignages de stagiaires aux formations

"Cette formation est une vraie respiration, et m'a (re)donné du souffle pour poursuivre mon travail auprès de jeunes et des pistes pour les aider à apprendre à s'exprimer et respecter la parole des autres".

Enseignante lycée Pro Pierre Mendès France - déc 2021.

"Ça donne d'avantage de sens à l'enseignement".

Enseignant lycée Pro Pierre Mendès France - déc 2021.

"Très riche et intense, apports théoriques passionnants et essentiels, exercices pratiques impliquants et instructifs, posture du formateur très juste"

Éducatrice - mars 2021.

Témoignages d'élèves Classe 1COL 2 / Focus groupe

« Ça a été intéressant, chacun a pu s'exprimer, j'ai appris des choses sur moi et sur les autres » ; « je n'ai pas participé parce que je ne savais pas quoi dire, mais l'écoute (dans la classe) a été meilleure pendant et après le cercle » ; « le regard des autres en cercle est déstabilisant... » ; « la relation avec la professeure n'a pas changé mais on la connaît un peu plus » ; « le fait d'écouter les autres a apporté du respect, le cadre a permis d'écouter les autres » ; « ça nous a apporté des connaissances pour mieux interagir avec les autres » ; « je sais plus comment dire les choses » ; « c'est gênant de parler de soi en disant Je, c'est pas habituel, mais après quelque temps c'est devenu plus facile » ; « j'ai bien aimé, j'ai appris plus des autres » ; « j'aimerais continuer l'année prochaine ».

Poursuite et développement du programme en 2022

- Commande du réseau Insertion et égalité du Ministère de l'Agriculture : formation destinées aux formatrices de l'Institut National d'Agronomie
- Fédération Nouvelle Aquitaine formation Niveau 2 (formatrices ProDAS)
- Perspective d'écriture d'un plaidoyer pour la reconnaissance du Programme comme probant dans le développement des compétences psychosociales, la lutte contre les violences et les discriminations, les compétences affectives et sociales et construction de 2 modules de formation continue ProDAS.

Formation « Accueillir la parole sur Genre et Sexualités »

Une formation pour accompagner les enjeux de santé sexuelle et les situations de violence

Les objectifs du programme

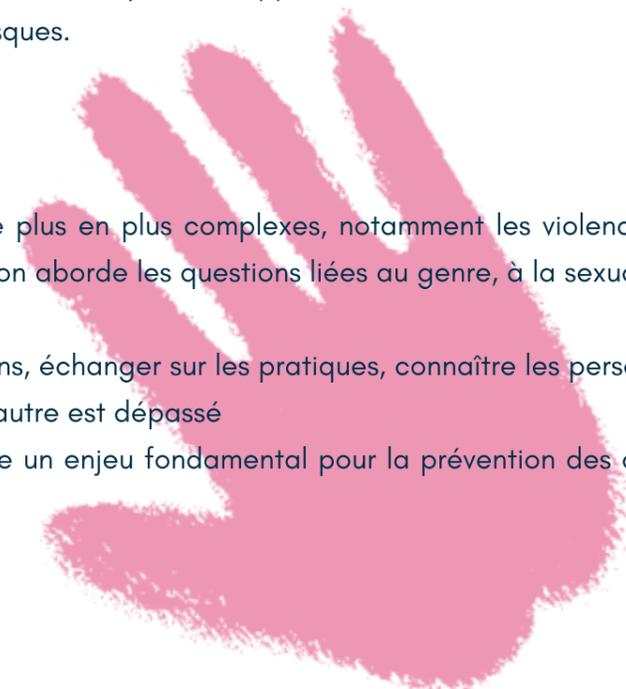
- Développer des capacités de maîtrise sur sa vie pour en reprendre le contrôle
- Réactualiser et/ou renforcer ses connaissances sur la santé sexuelle
- S'imprégner de la pédagogie basée sur l'interactivité
- Découvrir et assimiler les outils favorisant la dynamique collective en promouvant l'implication de chacune et chacun.

L'objectif général de la formation :

Outiller les participant·e·s pour une meilleure prise en compte de la dimension relationnelle, affective et sexuelle dans l'accompagnement des personnes en intégrant à cette démarche l'analyse des rapports sociaux de sexe et la réduction des risques.

Les besoins identifiés au sein du programme GSS :

- La difficulté d'écouter et d'accompagner les publics dans des situations de plus en plus complexes, notamment les violences liées au genre et à la sexualité. Le besoin d'être formé·e pour se sentir légitime quand on aborde les questions liées au genre, à la sexualité, et aux violences
 - La nécessité de travailler en réseau à l'échelle locale pour trouver des solutions, échanger sur les pratiques, connaître les personnes relais et pouvoir orienter les publics lorsque le domaine de compétences de l'un ou l'autre est dépassé
- Dans ce contexte, être à l'écoute des questions liées à la sexualité représente un enjeu fondamental pour la prévention des conduites à risques et des violences.



OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Cette formation vise à la construction d'une posture professionnelle adaptée pour intervenir (en fonction des différents cadres de pratiques des participant·e·s) dans l'accompagnement des personnes et dans un contexte de travail en réseau. L'élaboration des contenus s'appuie sur la connaissance et la pratique de terrain du PF34.

A l'issue de la formation, les participant·e·s seront en capacité de :

- Repérer les attitudes d'écoute favorables à une démarche de réduction des risques notamment concernant les enjeux de santé sexuelle et les situations de violence
- Comprendre et mesurer l'impact du genre dans les conduites à risques et analyser les vulnérabilités spécifiques liées aux rapports sociaux inégalitaires dans certaines formes de violences (conjugales, sexuelles, sexistes)
- Mobiliser des connaissances de base dans l'accompagnement des personnes pour réduire les risques liés à la sexualité (grossesses non désirées, VIH/IST, violences)
- Transposer les apports de la formation dans l'analyse de sa pratique professionnelle
- Identifier les partenaires sur les questions de santé sexuelle pour orienter et mettre en place un travail en réseau selon les spécificités du territoire.

RÉALISATION DE LA FORMATION

La formation s'est tenue à Sète à l'espace Nemeyer sur 5 jours (14 et 15 octobre, 4 et 5 novembre, 10 décembre).

Les participant·e·s : 14 participantes dont 4 personnes impliquées dans le Programme de Réussite Éducative de Sète, 2 personnes du CCAS de Sète, 4 personnes issues d'associations, 4 personnes de l'Éducation nationale.

ÉVALUATION DE LA FORMATION

Un focus group à l'issue de la formation a permis de mesurer les acquis de la formation autour des notions de genre, l'appropriation de connaissances sur la contraception et l'IVG mais surtout, c'est la question de la posture d'écoute empathique qui a vraiment suscité le plus d'intérêt. Chaque personne a pu mesurer la difficulté dans la pratique quotidienne de ne pas juger, d'accompagner les personnes dans leur projet et de ne pas avoir un projet pour elles.

Un bilan à 6 mois doit permettre d'évaluer l'impact de la formation dans la pratique professionnelle.

Une formation du programme « Genre et santé sexuelle : programme national porté par la Confédération.*

** <http://www.genresantesexuelle.fr>*

ANIMATIONS DE GROUPES

Par les bénévoles



GRUPE DE DISCUSSION SUR LA SEXUALITÉ

Atelier de discussion en mixité choisie (sans homme cisgenre) autour de nos sexualités

Les rencontres ont continué en 2021, en présentiel, avec 5 à 6 personnes présentes à chaque groupe, avec une bonne dynamique.

Création d'un groupe fermé sur Facebook pour échanger des documents discutés lors des groupes. Création d'affiches pour communiquer et d'une boîte mail : gdiscussion.planning34@gmail.com.

3 groupes d'échanges sur les sexualités en non-mixité choisie entre femmes cisgenres et trans, 14 participantes

GRUPE DE SOUTIEN POUR LES FEMMES MAJEURES QUI VIVENT OU ONT VÉCU LA VIOLENCE

Le PF34 dénonce et combat toute forme de discrimination et de violence, et notamment les violences sexuelles. Aussi, nous agissons pour accueillir, écouter et accompagner les personnes concernées par des situations de violences sexuelles, et en particulier les femmes.

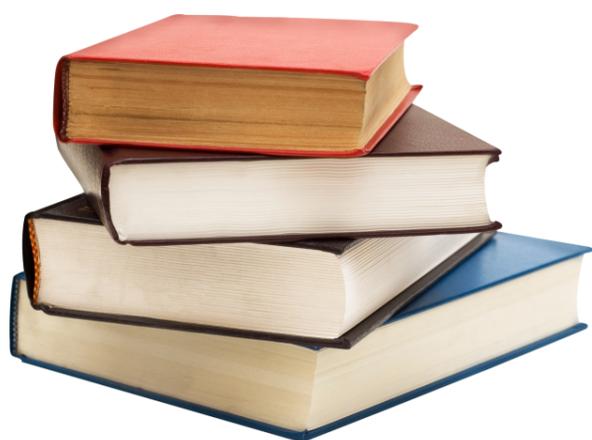
C'est un temps d'échange, où chacune peut trouver une écoute bienveillante et soutenir à son tour en accueillant la parole des autres. C'est un espace-temps qui favorise l'émergence de la parole, le partage de ressentis, où l'on peut se raconter sans pression et justification.

La participation des femmes y est volontaire. Les témoignages et les échanges sont confidentiels.

Le format groupe de soutien et d'échange correspond aux attentes des personnes, ainsi elles peuvent avoir un espace de parole en dehors de leur environnement et de la thérapie. Cela remet de la vie dite « normale ».



- 7 séances en présentiel et 4 séances en Visio
- 9 rencontres individuelles pour l'intégration au groupe :
- 12 femmes participant au groupe : 2 > 40 ans ; 2 de 30/35 ; 2 de 25/30 ; 4 de 20/25



CLUB LECTURE FÉMINISTE

Un livre lu en commun tous les 3 mois, une thématique différente chaque mois.

Le premier livre lu en commun a été King Kong théorie de Virginie Despentes.

Le club a été lancé en novembre 2021, et a réuni 17 participantes sur 2 sessions.

ACCOMPAGNEMENT SUR LA CONTRACEPTION MASCULINE

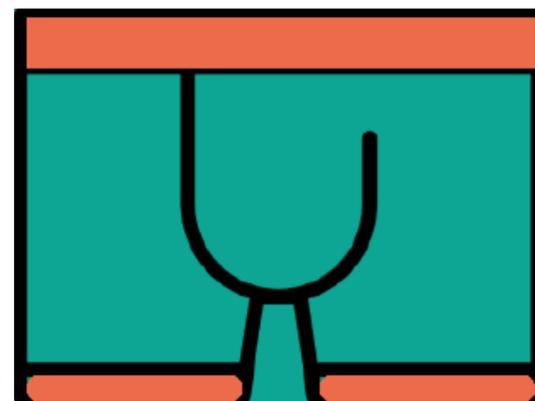
Mené par une sage-femme CCF, tous les 2 mois, il s'agit d'un accompagnement à la contraception masculine sous forme d'une consultation collective.

La consultation se déroule avec dans un premier temps un échange collectif d'environ 1h : espace d'information d'échange de partage d'expérience sur la contraception dite masculine. Puis dans un second temps, un entretien individuel, si besoin.

L'accès à la contraception pour toutes et tous comme un levier d'égalité femme/homme : partage du travail contraceptif, partage de la charge mentale de la contraception, ouverture d'espace de parole sur la contraception, la sexualité, le rapport à son corps et la découverte du rapport au corps médical pour les personnes avec des testicules.

La demande étant de plus en plus importante, l'objectif est de mensualiser ces rencontres.

Il y a eu 6 réunions d'information et d'accompagnement, qui ont accueilli en tout 60 hommes et 5 femmes.



TÉMOIGNAGE D'UN PARTICIPANT

« Trop chouette d'avoir un espace de parole pour parler de thématique comme la contraception masculine et la sexualité en général. »

LES PERSPECTIVES

Faire vivre notre projet associatif élaboré collectivement grâce à l'accompagnement par le DLA "Planning Familial 34 : nos engagements pour 2022-2024"

Nous devons développer notre action dans un contexte contraint par les politiques publiques, la tendance à l'instrumentalisation des associations comme opératrices et non comme le soutien aux innovations sociales que nous pourrions proposer.

Cela s'accompagne d'une forte pression à imposer des critères de rentabilité aux actions, quand nous faisons le pari de la nécessité d'investir dans les actions de prévention et dans le renforcement de l'autonomie des personnes, ce qui demande du temps pour un bénéfice différé.

Le contexte législatif évolue également avec une stratégie de plus en plus affirmée de faire porter la politique de santé par le libéral : les lois successives qui favorisent l'accès à la contraception, les consultations de santé sexuelle par les médecins et sages-femmes, si elles sont positives pour les personnes concernées, donne la priorité à ce secteur au détriment du soutien à des lieux collectifs comme les CPEF / Centres de santé sexuelle. Ce contexte nous oblige à réaffirmer notre spécificité, notre « plus-value » en termes d'accueil de personnes en difficulté avec le système de prévention et de soin, ou qui souhaitent bénéficier de ces espaces collectifs d'échanges : sortir du colloque singulier, socialiser les situations et les pratiques.

Il faut donc réinventer la place de nos associations, EVARS et CPEF / Centres de santé sexuelle, pour assurer leur pérennité.

Et pour cela, nous avons besoin de développer davantage l'analyse des besoins sur les territoires, en échangeant avec les autres acteurs pour trouver notre place.

Besoin aussi de valoriser davantage notre approche : le plaidoyer doit absolument être renforcé pour porter notre approche, nos propositions et, quand le besoin s'en fait sentir, proposer de nouvelles façons de faire.

Pour mener à bien ces enjeux : penser les stratégies, réaliser les actions, questionner sans cesse nos pratiques et s'adapter aux nouvelles situations, nous avons besoin que tous les membres de l'association « rament dans le même sens ».

D'où l'importance de poser clairement le cadre de fonctionnement du CA, des espaces CA/salarié·es, de la place des bénévoles et de leur implication dans le projet de l'association.

D'où l'importance de pratiquer en interne la bienveillance que nous prônons dans nos interventions et de mieux occuper les espaces collectifs que nous proposons aux publics en écrivant dans nos plaidoyers « la force du collectif ».

L'association se développe : de nouvelles personnes vont rejoindre l'équipe salariée, de nouvelles et nouveaux bénévoles, la situation financière s'est améliorée avec l'implication de toutes et tous : un challenge à gagner collectivement pour un nouvel essor.

NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES

Institutionnels et financiers

- Le Conseil Départemental de l'Hérault
- Le Conseil Régional Occitanie
- L'ARS Occitanie (Agence Régionale de la Santé)
- L'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires)
- La DDCS (Direction Départementale de la Cohésion Sociale)
- La DRJSCS (Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale)
- La DRDFE (Direction Régionale aux Droits de la Femme et à l'Egalité)
- Le FIPD (Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance)
- Le FDVA (Fond Pour le Développement de la Vie Associative)
- La PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) - La MLI (Mission Locale d'Insertion)
- La CPAM, le FNPEIS (Fond national de prévention, d'Education et d'information sanitaire)
- Les Villes d'Agde, de Lunel, de Sète et de Montpellier
- Le CCAS de la ville de Montpellier, Agde et Lunel (Centre Communal d'Action Social)
- L'Hôpital de Bassin de Thau (HBT), l'Hôpital local de Lunel et l'Espace Santé à Lunel

Nous sommes impliqués dans les collectifs et dans les réseaux.

Nous participons activement aux réunions locales, départementales mais aussi régionales :

Réseau Santé Ado ; Réseau violences conjugales Lunel, Montpellier et Sète, Réseau institutionnel et associatif Pailladin animé par le centre social Caf (Montpellier) ; Réseau de professionnel·les de la Maison des adolescents (Montpellier), Comité de pilotage de l'Espace santé (Lunel), réseau Santé jeunes à Agde, COREVI.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SEXUALITÉS

IST



PAROLES

PLANNING
FAMILIAL

34

VIH



Oui,

ICI ON PEUT

PARLER DE TOUT ÇA!



GENRES



VIES
AMOUREUSES



VIOLENCE

CONTRACEPTION



AVORTEMENT



le planning
familial 34

27, rue de Substantion, Résidence Les Beaux Arts 4

34000 Montpellier

leplanning@planning34.org - 04 67 64 62 19